



Mo Ibrahim
FOUNDATION

Gouvernance en Afrique : une performance en recul pour la première fois depuis dix ans, d'après l'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique 2020

Les derniers chiffres de la gouvernance en Afrique incitent à la vigilance : succédant à une progression au ralenti depuis 2015, le niveau chute en 2019, et ce pour la première fois depuis 2010. La baisse des performances en termes de sécurité, de participation, de droits, et d'état de droit prend le pas sur les améliorations réalisées en matière d'opportunités économiques et de développement humain. Cette évolution est d'autant plus préoccupante que la pandémie de COVID-19 risque à la fois d'aggraver la détérioration déjà en cours et de détruire les gains acquis en termes de développement économique et humain.

Dakar et Londres, lundi 16 novembre 2020 – L'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique (IIAG) 2020, publié aujourd'hui par la Fondation Mo Ibrahim, montre que pour la première fois depuis 2010, le niveau de gouvernance globale sur le continent africain recule.

Un recul inédit du niveau de gouvernance globale

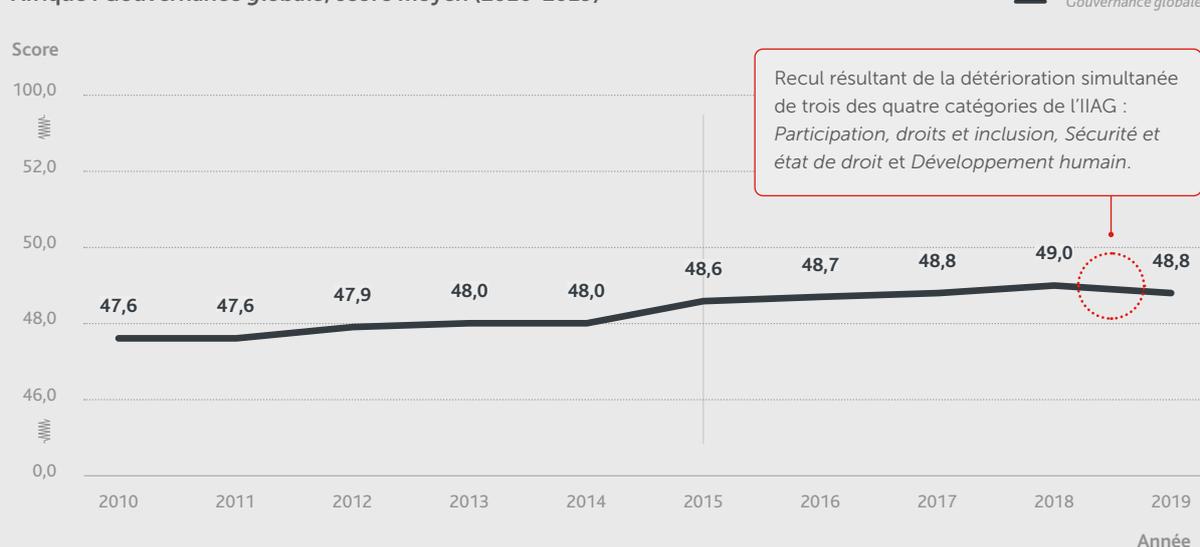
Avec 0,2 point de moins en 2019 qu'en 2018, la moyenne africaine de la *Gouvernance globale* enregistre sa première baisse annuelle depuis 2010. Ce recul récent résulte de la détérioration simultanée de trois des quatre catégories de l'IIAG : *Participation, droits et inclusion, Sécurité et état de droit* et *Développement humain*.

En réalité, ce mauvais résultat s'inscrit dans la suite du ralentissement de la progression depuis déjà 2015. De 2015 à 2019, on constate un affaissement des progrès tant en matière de *Développement humain* que de *Fondements des opportunités économiques*, tandis que se poursuivent la détérioration des catégories *Sécurité et état de droit*, ainsi que *Participation, droits et inclusion*, et ce façon accélérée pour la dernière.

Il reste que sur la décennie écoulée, la gouvernance globale s'est légèrement améliorée. De fait, en 2019, plus de six citoyens africains sur dix vivent dans un pays où le niveau de *Gouvernance globale* est meilleur qu'en 2010.

L'IIAG 2020 fournit l'évaluation la plus exhaustive à ce jour de l'état et des tendances de la gouvernance des 54 États africains, à travers quatre grandes dimensions : *Sécurité et état de droit; Participation, droits et inclusion; Fondements des opportunités économiques; Développement humain*. Il présente également une mouture rénovée de l'indice, au travers notamment de trois améliorations significatives : une extension du spectre de la gouvernance, incluant de nouveaux domaines comme l'environnement ou la gestion des inégalités ; des indicateurs renforcés grâce à l'amélioration de la disponibilité des données ; et une nouvelle section entièrement dédiée aux *Voix des citoyens* africains.

Afrique : Gouvernance globale, score moyen (2010-2019)



Une évolution contrastée selon les dimensions de la gouvernance

Les progrès accomplis sur la dernière décennie sont essentiellement tirés par les bons résultats obtenus en matière de développement économique et humain. Les résultats encourageants obtenus dans les catégories *Fondements des opportunités économiques* (+4,1) et *Développement humain* (+3,0) proviennent principalement des progrès réalisés dans les sous-catégories *Infrastructures* et *Santé*, ainsi que, dans une moindre mesure, *Environnement durable*.

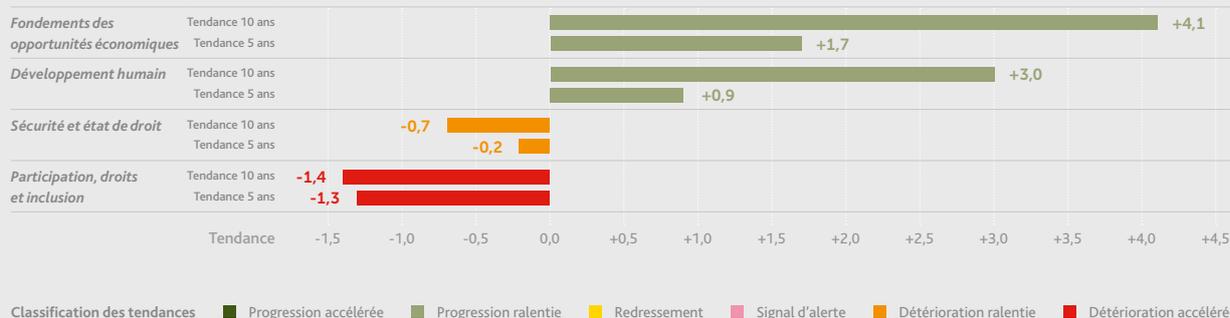
Ces tendances positives vont malheureusement de pair avec une insécurité croissante et la dégradation de la situation au niveau des droits ainsi que celle des espaces civique et démocratique. Les deux catégories *Participation, droits et inclusion* (-1,4) et *Sécurité et état de droit* (-0,7) enregistrent en effet un recul préoccupant sur l'ensemble de la décennie.

Dans vingt pays, représentant 41,9 % de la population africaine, l'amélioration sur la décennie des catégories *Développement humain* et *Fondements des opportunités économiques* s'accompagne en parallèle d'une détérioration des catégories *Sécurité et état de droit* et *Participation, droits et inclusion*.

Seuls huit pays - Angola, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Madagascar, Seychelles, Soudan, Tchad et Togo - réussissent à progresser dans chacune des quatre catégories.

Afrique : Catégories de l'IIAG, tendances moyennes et classification des tendances (2010-2019 et 2015-2019)

Catégories



La COVID-19 risque d'aggraver les détériorations déjà en cours et d'inverser les progrès enregistrés

Dans la mesure où les données disponibles s'arrêtent à 2019, l'état des lieux présenté par l'IIAG 2020 est antérieur à l'arrivée de la pandémie. L'impact actuellement constaté risque d'aggraver les détériorations déjà à l'œuvre en matière de participation et de droits, mais aussi de remettre en cause les progrès enregistrés en termes de développement économique et humain.

L'insatisfaction croissante des citoyens africains à l'égard de la gouvernance de leur pays

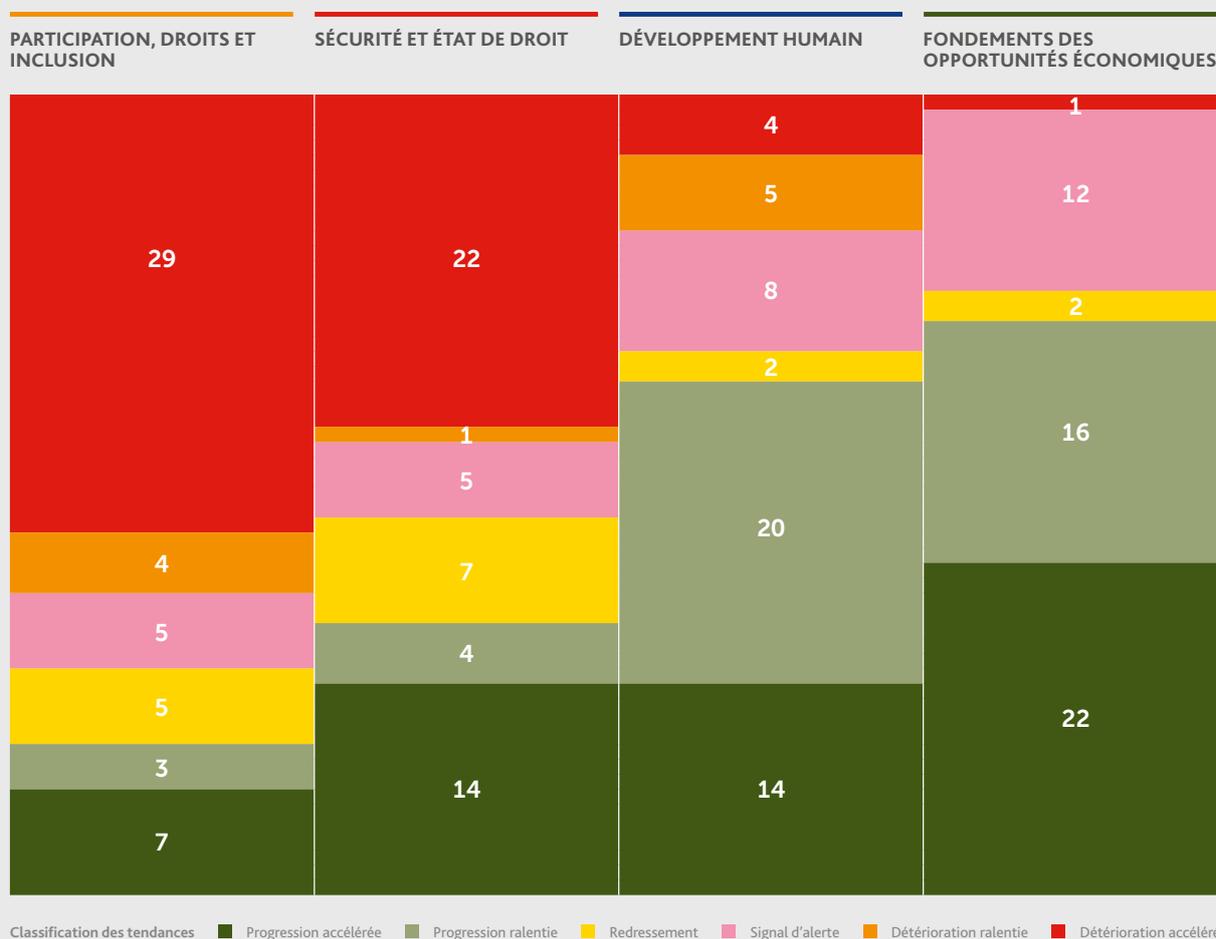
Les résultats de la nouvelle section *Voix des citoyens* - qui couvre 39 pays et un échantillon représentant actuellement environ 87% de la population du continent - montrent que la *Perception des citoyens en matière de gouvernance globale* atteint son niveau le plus bas de la décennie, suivant une détérioration dont le rythme a quasiment doublé depuis 2005.

Les clés d'une bonne performance : une progression équilibrée entre les différentes catégories, et l'impact prioritaire des indicateurs relatifs à l'état de droit, la justice, l'inclusion et l'égalité

Les corrélations les plus fortes avec la performance en matière de *Gouvernance globale* sont observées avec les sous-catégories *État de droit et justice* et *Inclusion et égalité*. Les indicateurs les plus fortement corrélés se trouvent répartis au sein des quatre catégories de l'IIAG, soulignant l'importance d'une approche équilibrée de la gouvernance.

Le déséquilibre croissant souligné plus haut entre les différentes dimensions de la gouvernance est donc de nature à fragiliser la performance en matière de gouvernance globale.

Pays africains : Catégories de l'IIAG, classification des tendances (2010-2019)



Mo Ibrahim, président de la Fondation Mo Ibrahim, a déclaré :

« L'Afrique est à l'épreuve. Les fragilités de gouvernance mises en exergue par l'IIAG 2020 sont exacerbées par la COVID-19, qui menace en outre les progrès réalisés dans les domaines économique et humain. L'insatisfaction et la méfiance des citoyens à l'égard de la gouvernance publique s'aggravent un peu partout. Les gouvernements peuvent saisir cette occasion unique de démontrer à la fois leur détermination à sauvegarder la démocratie et leur capacité à définir un nouveau modèle de croissance, plus résilient, plus équitable, plus durable, et plus autonome. »



Mo Ibrahim
FOUNDATION

Notes à l'intention des auteurs

À propos de l'IIAG 2020 et de sa nouvelle structure

- La Fondation Mo Ibrahim définit la gouvernance comme l'accès aux biens et services publics auxquels tout citoyen du monde contemporain peut légitimement prétendre, et que tout gouvernement est tenu de délivrer à ses concitoyens.
- Produit depuis 2007, l'IIAG constitue l'ensemble de données le plus exhaustif sur l'état et les tendances de la gouvernance en Afrique.
- Tous les deux ans, l'IIAG fournit un ensemble complet de données couvrant tout le spectre de la gouvernance dans les 54 États africains sur la décennie écoulée. Ainsi l'IIAG 2020 couvre la période 2010-2019.
- Depuis la création de l'IIAG en 2007, les domaines de la statistique et de la gouvernance ont considérablement évolué. Afin de prendre en compte ces changements, l'IIAG a fait l'objet d'une révision en profondeur entre 2018 et 2020, débouchant sur trois changements majeurs.
 - **Une extension du spectre de la gouvernance** : Le nouvel IIAG incorpore les évolutions du domaine de la gouvernance liées aux nouvelles attentes des citoyens contemporains. Il couvre désormais des domaines tels que l'environnement, les droits numériques, ou la lutte contre les inégalités en matière de protection sociale.
 - **Une structure renforcée** : Si l'IIAG couvre un plus grand nombre de thématiques, et repose sur un nombre accru de variables, le nombre d'indicateurs a été réduit, et 90% des indicateurs sous-jacents sont désormais des indicateurs consolidés à partir de plusieurs données. Cette refonte a permis de conforter la solidité de l'IIAG, et lui confère une structure plus claire, plus équilibrée et plus stable.
 - La méthode de calcul de l'IIAG, initialement définie en collaboration avec la Kennedy School of Government de l'Université Harvard, reste inchangée. Après un examen approfondi des alternatives possibles, celle-ci a été jugée optimale pour calculer un indice composite comme l'IIAG.
 - **Une nouvelle section dédiée aux Voix des citoyens africains** : Cette nouvelle section complète les résultats de l'IIAG avec les impressions et le niveau de satisfaction des citoyens à l'égard de leurs services publics.



Mo Ibrahim
FOUNDATION

Contacter la Fondation Mo Ibrahim

Pour plus d'informations ou pour organiser un entretien avec un porte-parole de la Fondation Mo Ibrahim, veuillez contacter :

- Zainab Umar, umar.z@moibrahimfoundation.org, +44 207 535 5068, +44 781 772 3720
- Équipe médias de la Fondation Mo Ibrahim : mifmedia@portland-communications.com, +44 792 287 7489

Venez échanger sur les réseaux sociaux avec le hashtag #IIAG.

Accédez directement au Portail de données de l'IIAG : <http://iiag.online/>.

Accédez aux principales conclusions et téléchargez le rapport sur l'Indice à partir du 16 novembre sur le site Internet : mo.ibrahim.foundation.

Retrouvez la Fondation Mo Ibrahim sur les réseaux sociaux :

- Site Internet : mo.ibrahim.foundation
- Twitter : [@Mo_IbrahimFdn](https://twitter.com/Mo_IbrahimFdn)
- Facebook : <https://www.facebook.com/MoIbrahimFoundation>
- YouTube : <https://www.youtube.com/user/moibrahimfoundation>
- Instagram : <https://instagram.com/moibrahimfoundation>
- LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/moibrahimfoundation>

À propos de la Fondation Mo Ibrahim

Fondée en 2006, la Fondation Mo Ibrahim axe ses activités sur le rôle essentiel du leadership politique et de la gouvernance publique en Afrique. En proposant des outils visant à améliorer le leadership et la gouvernance, la Fondation a pour objectif de susciter un changement positif sur le continent.

La Fondation, qui n'est pas un organisme de financement de projets, concentre ses efforts sur la définition, l'évaluation et l'amélioration de la gouvernance et du leadership en Afrique, au moyen des cinq initiatives suivantes :

- L'Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique
- Le Prix Ibrahim pour un leadership d'excellence en Afrique
- L'Ibrahim Governance Week-end
- Les bourses et subventions Ibrahim
- Le Now Generation Network